



Nicolas Sarkozy à Rouen

Intervention de Nicolas SARKOZY
Rouen – Mardi 24 avril 2007

Seul le prononcé fait foi

Mes chers amis,

Le peuple français s'est exprimé.

On le disait fatigué et il s'est levé.

On disait qu'il n'attendait plus rien de la politique et jamais la participation n'a été aussi forte.

On disait qu'il était devenu conservateur et il a préféré le changement.

On disait qu'il était prisonnier du passé et il a préféré l'avenir.

On disait que le débat ne l'intéressait plus et il a choisi le débat.

On disait qu'il ne croyait plus en la France et il a suffi qu'on lui parle davantage de la France pour qu'il reprenne goût à la politique.

On disait qu'il n'avait plus d'ambition pour lui-même et il a montré qu'il était bien décidé à ne laisser personne décider à sa place.

Le peuple français est un grand peuple qui veut continuer à écrire lui-même son histoire.

Il a compris, au plus profond de lui-même, l'importance de l'enjeu. Il a compris qu'il était temps de décider, qu'il était temps de choisir, que la France ne pouvait plus attendre, qu'elle avait déjà trop attendu.

Il a voulu le débat le plus clair, le plus tranché. Il a voulu le débat entre deux projets de société et deux conceptions de la politique.

Le peuple français veut choisir son destin, et il veut le faire en toute connaissance de cause.

En se détournant des extrêmes et en se rendant massivement aux urnes, le peuple français n'a pas exprimé sa confiance retrouvée dans le système politique, il n'a pas voulu dire qu'il était moins inquiet de son avenir, il n'a pas voulu dire qu'il était moins révolté, moins en colère contre ses élites.

La France du non ne s'est pas dissoute dans la France du oui. La France qui a le sentiment que quoi qu'elle fasse, elle ne pourra pas s'en sortir, la France qui a peur du déclassement, la France qui vit dans l'angoisse de l'exclusion, la France qui n'a pas assez de pouvoir d'achat, la France qui n'en peut plus de la violence et de l'insécurité, cette France exaspérée, cette France qui souffre, elle n'a pas disparu, elle est toujours là.

Ce vote du premier tour, qui est une victoire pour notre démocratie, n'exprime pas un contentement, il n'exprime pas une satisfaction, il exprime une attente, il exprime une exigence.

Oui, une exigence, une exigence forte, une exigence que nul ne peut ignorer, à laquelle nul ne peut se dérober, une exigence à laquelle je veux répondre.

Dimanche dernier, le peuple français a dit qu'il voulait un vrai débat, ce débat nous le lui devons, dans la clarté, dans la sincérité, dans la dignité.

Dimanche dernier, le peuple français a dit qu'il voulait espérer encore. Ne pas répondre à cette demande d'espérance serait désastreux pour notre démocratie.

Le peuple français veut qu'on l'écoute, il veut qu'on lui réponde.

C'est à lui que nous devons parler et non aux appareils.

C'est à lui que nous devons nous adresser et non aux partis.

C'est au peuple français dans son ensemble, dans sa diversité d'origines, d'opinions, de croyances, de conditions, que nous devons une attention, une écoute, des réponses.

Le but de la politique c'est le bonheur du peuple, pas celui des appareils.

Le but de la politique c'est de servir son pays, pas de servir son parti.

Je ne me suis pas présenté à l'élection présidentielle pour faire gagner mon parti.

Je me suis présenté parce que j'avais la conviction que je pouvais apporter quelque chose à la France et aux Français.

Je me suis présenté parce qu'ayant tout reçu de la France, lui devant tout, je voulais lui donner à mon tour.

J'ai dit : « Je veux faire gagner la France et les Français ».

Madame Royal a dit : « Je veux faire gagner le Parti Socialiste ».

J'ai dit que je me sentais en tant que Français aussi l'héritier de Jaurès et de Léon Blum.

Monsieur Hollande a répondu : « C'est une captation d'héritage. »

J'ai parlé de Guy Môquet, ce jeune Français fusillé par les Allemands à dix-sept ans et demi pour faits de résistance.

Madame Buffet a hurlé : « Je vous l'interdit ! » Parce qu'à ses yeux ce n'était pas un jeune Français mais un jeune communiste.

J'ai dit : « Il n'y a qu'une seule histoire de France. »

Les socialistes ont protesté qu'il y avait une histoire de France de droite et une histoire de France de gauche.

J'ai dit : « Il n'y a qu'une seule France. »

La gauche a objecté : « Il y a une France de droite et une France de gauche. »

J'ai dit : « Il n'y a qu'un seul peuple français. »

La gauche a décrété qu'il y avait un peuple de gauche et un peuple de droite.

Cette gauche qui ne veut pas rassembler les Français mais qui veut les diviser, qui veut les opposer, qui raisonne encore comme au temps de la lutte des classes, qui prétend avoir le monopole de la générosité et de la justice,

cette gauche est sectaire.

Le sectarisme pour moi c'est le contraire de la République.

Cette gauche croit plus aux étiquettes qu'aux convictions.

Moi je crois plus aux convictions qu'aux étiquettes.

Cette gauche négocie des alliances, elle négocie des ralliements, elle négocie avec l'extrême-gauche, avec les trotskistes, elle négocie avec les communistes, elle négocie avec les Verts. Elle rêve de négocier avec le centre. Elle rêve de l'époque des combinaisons partisans, de l'époque de la Troisième Force, de la IV^e République où les partis s'arrangeaient entre eux sans les électeurs, où les partis faisaient leur petite cuisine entre eux.

Cette gauche hésite entre la gauche de Guy Mollet et celle de François Mitterrand. Elle voudrait n'avoir pas à choisir entre l'alliance à gauche et l'alliance au centre. Elle voudrait contenter à la fois le trotskiste, le communiste, l'écologiste, le chevènementiste, le socialiste, le radical de gauche et le centriste.

Une telle coalition ne pourrait pas être une force de proposition puisque ceux qui y participeraient ne seraient jamais d'accord sur rien, ne seraient jamais capables de travailler ensemble, de construire ensemble.

Une telle coalition ne pourrait être soudée que par la volonté de s'opposer.

Mais de s'opposer à quoi ?

De s'opposer à des idées ? Mais lesquelles et au nom de quels principes, de quelles valeurs, eux qui n'ont rien en commun ?

La vraie question ce n'est pas à quoi veulent-ils s'opposer mais à qui ? Le Parti Socialiste rêve d'un front qui serait constitué non contre mes idées, contre mes convictions, contre mes propositions, contre mon projet mais contre ma personne.

Il rêve d'une diabolisation qui tiendrait lieu d'argument.

Il rêve d'une diabolisation qui remplacerait le débat.

Il rêve d'une diabolisation qui lui éviterait d'avoir à défendre ses idées, ses convictions, ses propositions.

Il rêve d'une diabolisation qui lui permettrait de constituer le front commun des haines et des intolérances.

Qu'ils essayent, les socialistes, si c'est leur façon de concevoir la politique ?

Qu'ils essayent, s'ils n'ont pas l'impression en le faisant d'avilir la démocratie.

Qu'ils essayent, s'ils sont convaincus que la fin justifie les moyens.

Qu'ils continuent, avec leurs appels du pied, leurs clins d'œil et leur main tendue.

Moi je pense que notre démocratie mérite mieux que ça.

Je pense que la fonction présidentielle exige plus de dignité dans le comportement politique.

Je pense que la démocratie exige plus de clarté dans le débat.

Je pense que la fin ne justifie pas tous les moyens.

Je pense qu'en politique aussi il y a une morale et que la crise actuelle de la politique est d'abord imputable à la crise de la morale en politique.

Je pense que les Français attendent autre chose de la politique que les coups bas et les attaques personnelles.

Je pense que les Français qui se débattent dans les difficultés et qui souffrent de la dureté de la vie sont en droit d'exiger d'autres comportements de leurs dirigeants politiques.

Je pense que les Français ne sont pas dupes de telles stratégies, qu'ils sont attachés au débat d'idées, qu'ils ne veulent pas que l'on se moque d'eux et qu'ils veulent qu'on les respecte.

Moi je veux respecter les Français. Je veux leur parler de mes idées, de mes convictions, de mon projet. Je veux continuer d'aller à leur rencontre. Je veux les écouter. Je veux partager leurs joies, leurs peines, leurs douleurs. Je veux comprendre leurs angoisses. Je veux leur donner de l'espérance.

C'est la ligne que je me suis fixée depuis le début de cette campagne. Je n'en changerai pas. Je continuerai de ne pas répondre aux attaques personnelles, aux insinuations et même aux caricatures. Je ne chercherai pas à constituer des coalitions artificielles. Je ne négocierai pas de compromis qui serait contraire à mes convictions et aux engagements que j'ai pris et pour lesquels plus de onze millions de Français m'ont fait confiance au premier tour.

J'irai vers le peuple et non vers les partis, vers les plus humbles et les plus modestes et non vers les plus

puissants et les plus connus.

J'irai à la rencontre du peuple comme celui qui veut cesser d'être l'homme d'un parti et qui aspire à devenir l'homme de la nation.

C'est ce que je suis venu faire ici aujourd'hui à Rouen. Loin des coulisses du pouvoir et des tractations d'état-major. Loin des marchandages. Je suis venu à la rencontre du peuple français parce que c'est lui seul qui décidera le 6 mai de son destin et de celui de la France.

Comment être à Rouen et ne pas penser à Corneille, son enfant le plus célèbre ?

Comment être à Rouen et ne pas penser au Cid, à Horace, à Polyeucte, à tous ces héros qui nous ont tant appris quand nous étions enfants sur la grandeur de l'homme et sur la dimension tragique de la vie ?

Comment être à Rouen, penser à Corneille, à Horace et au Cid et ne pas songer à ce qu'un peu plus d'intégrité morale et de grandeur d'âme pourrait apporter à la politique dans notre pays ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à Flaubert ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à Jeanne d'Arc ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à cette jeune fille innocente de 19 ans, seule devant ses juges ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à Jeanne sur son bûcher, criant le nom de Jésus au milieu des flammes tandis que, selon les témoins du temps, « dix mille hommes pleuraient »...

Comment être à Rouen et ne pas penser à Jeanne d'Arc qui prit les armes pour sauver la France lorsqu'elle sut « la pitié qu'il y avait au royaume de France » ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à ce que Michelet disait d'elle :

« Souvenons-nous toujours, Français, que la patrie chez nous est née du cœur d'une femme, de sa tendresse et des larmes, du sang qu'elle a donné pour nous » ?

Comment être à Rouen et ne pas penser à ce que Barrès disait d'elle : « Etes-vous catholique ? C'est une martyre et une sainte que l'Eglise met sur les autels. Etes-vous royaliste ? C'est l'héroïne qui a fait consacrer le fils de Saint Louis par le sacrement de Reims. Pour les républicains c'est l'enfant du peuple. Enfin les socialistes ne peuvent oublier qu'elle disait : « J'ai été envoyée pour la consolation des pauvres et des malheureux. »

Elle dépasse tous les partis, nul ne peut la confisquer. »

Comment avons-nous pu laisser Jeanne d'Arc confisquée par l'extrême-droite pendant si longtemps ? Comment pendant si longtemps avons-nous pu laisser confondre le patriotisme qui est l'amour de la patrie avec le nationalisme qui est la haine des autres ?

Avec Jeanne d'Arc finit le temps de la chevalerie et commence celui de la nation.

Michelet, encore, disait : « En elle apparurent à la fois la Vierge et déjà la patrie ».

Et Malraux quand il vint à Rouen en 1964 commémorer sa mort eut cette phrase admirable, qui exprime mieux qu'aucune autre ce qu'elle représente presque inconsciemment pour l'idée que les hommes se font de la France : « O Jeanne sans sépulcre et sans portrait, toi qui savais que le tombeau des héros est le cœur des vivants, peu importe tes vingt mille statues, sans compter celles des églises : à tout ce pour quoi la France fut aimée, tu as donné ton visage inconnu ».

Pourquoi me direz-vous reparler encore de cette vieille histoire ?

Pour une raison bien simple : si l'on en parlait plus de Jeanne d'Arc c'est parce qu'il était devenu presque impossible de parler de la France. Ou peut-être parce que l'on avait pris tellement l'habitude de la dénigrer qu'il était devenu impossible d'évoquer celle qui lui avait donné son plus beau visage, qui était un visage de pureté et d'innocence.

Nous avons abandonné Jeanne d'Arc non parce que nous avons honte d'elle, mais parce que nous avons honte de la France, de son histoire, de ses valeurs.

La France ne pouvait pas être sainte puisqu'elle était chargée de tous les péchés de la Terre.

J'ai voulu remettre la France au cœur de la politique française parce que c'est le dénigrement et l'affaiblissement de la nation qui attisent le nationalisme.

C'est l'incapacité croissante de la nation à protéger qui nourrit l'exaspération sociale.

C'est l'affaiblissement de l'identité française qui nourrit la crispation identitaire.

Qu'est-ce que la France sinon d'abord une idée de l'homme, du respect qu'on lui doit, des droits que nul ne peut lui retirer ?

Qu'est-ce que la France sinon un combat multiséculaire pour la dignité de la personne humaine et pour sa liberté ?

Qu'est-ce que la France sinon une culture qui se veut l'héritière de toutes les cultures qui dans le monde ont apporté quelque chose à l'idée d'humanité ?

Qu'est-ce que la France sinon la foi dans la capacité de l'homme à s'améliorer ?

Qu'est-ce que la France sinon cet effort continu pour faire la synthèse de ce qu'il y a de plus grand et de plus beau dans les hommes, sinon cet intercesseur unique entre ce qu'il y a de singulier dans chaque homme et ce qu'il y a d'universel dans tous les hommes, entre le sentiment de chacun et la raison de tous ?

La France c'est un art, c'est une culture, c'est une manière d'être et de penser.

La France c'est la pensée claire, c'est la raison, c'est l'esprit des Lumières.

C'est aussi 2000 ans de christianisme, 2000 ans de civilisation chrétienne. C'est Saint Denis, c'est Reims, c'est Domrémy, c'est le Mont Saint-Michel. C'est Dieu sorti de la pénombre du sanctuaire où l'art roman l'avait enfermé pour être offert à la lumière des cathédrales.

C'est la morale laïque qui incorpore 2000 ans de valeurs chrétiennes.

C'est le respect de toutes les religions.

C'est l'universalisme et c'est l'humanisme.

Cette culture est une part de nous-mêmes, nous n'avons pas le droit de la renier, nous avons le devoir de la transmettre à nos enfants. Je veux que l'école redevienne un lieu de transmission de la culture. Je veux qu'à l'école on enseigne aux enfants les grands auteurs. Et je le dis pour que les choses soient claires. Nul ne peut faire le tri dans la culture française que l'on doit enseigner dans les écoles et les collèges. Nul ne peut exiger la censure d'un grand auteur parce qu'il heurte ses convictions philosophiques ou religieuses.

Voltaire, pour ne citer que lui, continuera si je suis élu à être enseigné dans les écoles françaises, il continuera à être dans les programmes des examens, il continuera à être joué librement dans les théâtres qui le souhaitent et je ne tolérerai pas que quiconque tente de s'y opposer par la violence. Parce que pour moi la liberté de l'esprit c'est la première valeur de la culture française et la première qualité de l'intelligence humaine. Si nous voulons une société de liberté, si nous voulons contribuer à faire de nos enfants des hommes libres, si nous voulons former des âmes libres, il nous faut protéger et encourager la liberté, et que reste-t-il de la liberté si les fanatiques peuvent menacer de mort les professeurs de philosophie, interdire les caricatures et mettre Voltaire à l'index ?

Celui qui ne veut pas respecter nos valeurs de liberté n'est pas obligé de rester.

Celui qui ne veut pas respecter notre conception de l'homme, celui qui récuse l'humanisme et l'universalisme, celui qui récuse l'usage de la raison, celui qui veut abolir l'héritage des Lumières et celui de la Révolution, celui qui ne veut pas reconnaître que la femme est l'égal de l'homme, celui qui veut cloîtrer sa femme, obliger sa fille à porter le voile, à se faire exciser ou à se marier de force, celui-là n'a rien à faire en France et il doit savoir que s'il reste, les lois et les principes de la République s'appliqueront à lui comme à tous les autres citoyens.

La République c'est la compréhension mutuelle, le respect de l'autre et la solidarité pour tous.

C'est la liberté de chacun garantie par la liberté de tous.

C'est l'égalité des droits pour tous garantie par les devoirs de chacun.

C'est la souveraineté de l'individu garantie par la souveraineté du peuple.

C'est l'espérance de la justice.

C'est la volonté générale exprimée par la loi.

C'est l'Etat impartial. Idée sur laquelle je ne transigerai pas et qui passe par des nominations elles aussi impartiales.

C'est la foi dans la raison, dans l'Homme et dans le progrès.

C'est le mérite.

C'est la vertu civique comme fondement de la citoyenneté.

C'est la propriété et son respect comme conditions de la liberté.

C'est le service public comme condition de l'égalité de tous les citoyens, quel que soit leur rang, quel que soit

leur handicap, quelque soit le territoire où ils vivent.

C'est l'éducation comme condition de l'émancipation.

La République fraternelle c'est celle de Mirabeau et des droits de l'homme, celle de Victor Hugo et des « Misérables », celle de Jules Ferry et des instituteurs, celle de Jaurès et des dreyfusards, celle du Général De Gaulle et des Français libres.

Nous sommes les héritiers de tous ceux qui dans l'histoire ont porté haut les idées de nation et de République quel que fût leur parti.

La France a affronté tant d'épreuves, surmonté tant de drames, qu'elle s'est forgé un caractère, une personnalité dont la force a souvent étonné le monde. La France de toujours, la vraie France, celle qui s'inscrit dans une longue histoire, celle qui est la somme de tous ces destins individuels, ne peut pas mourir parce que chacun d'entre vous veut qu'elle vive.

La France, dont tous ceux qui se sont battus pour elle de génération en génération ne savaient au fond qu'une chose c'est qu'ils ne voulaient pas la perdre, parce qu'ils sentaient que c'était ce qu'ils avaient de plus précieux à transmettre à leurs enfants, parce qu'ils comprenaient qu'en se battant pour elle ils se battaient pour eux, parce qu'ils avaient au fond de leur cœur le sentiment que ce lien mystérieux les rattachait à une destinée commune exceptionnelle à la grandeur de laquelle chacun avait sa part. J'affirme qu'on affaiblit la République quand on cherche à abaisser l'autorité de l'Etat. On affaiblit la République quand on dénigre la nation. On affaiblit la République quand on soutient ceux qui violent la loi, ceux qui squattent le bien d'autrui, ceux qui veulent avoir tous les droits sans respecter les droits des autres. On affaiblit la République quand on s'efforce par tous les moyens de ruiner la morale de l'effort et du mérite, quand on transforme le citoyen en assisté, quand on confond l'égalité avec l'égalitarisme, la solidarité avec l'assistanat.

On affaiblit la République quand on la livre aux corporatismes et aux clientélismes, quand on l'abandonne aux communautarismes.

A ceux qui veulent l'ordre sans le mouvement, je dis que la République est un idéal de progrès, et que dans un monde qui change la République immobile est vouée au déclin.

A ceux qui veulent le mouvement sans l'ordre je dis que le désordre prépare toujours le triomphe de la loi du plus fort, qui est le contraire de la République.

Je veux dire que la République n'est pas un modèle figé pour l'éternité mais un projet toujours inachevé, un élan du cœur et de l'esprit, un idéal de civilisation et d'humanisme, un rêve d'universalité et de fraternité.

Je veux dire que la République, depuis 200 ans, c'est une continuité de principes, de valeurs, d'objectifs et une variété de moyens, de procédures et de priorités en fonction des circonstances.

Je veux dire que la République de Jules Ferry et de Gambetta n'était pas celle de Danton pas davantage celle de Robespierre, que celle de Clemenceau n'était pas celle de Lamartine et pas non plus celle du Général De Gaulle. Elle fut tour à tour girondine, jacobine, libérale, anticléricale, sociale, radicale... Elle se développa tour à tour par la conscription, par le suffrage universel, par l'école, par la laïcité, par la Sécurité sociale ou par le droit du travail... Elle s'affirma tour à tour dans la guerre et dans la paix, mais toujours combattant pour le même idéal.

J'ai voulu remettre la France à l'honneur parce que la repentance est une mode exécration.

Les adeptes de la repentance qui veulent ressusciter les haines du passé en exigeant des fils qu'ils expient les fautes supposées de leur père et de leurs aïeux.

Je suis de ceux qui pensent que la France n'a pas à rougir de son histoire. Elle n'a pas commis de génocide. Elle n'a pas inventé la solution finale. Elle a inventé les droits de l'Homme et elle est le pays du monde qui s'est le plus battu pour la liberté.

Je suis convaincu que pour un Français, haïr la France, c'est se haïr lui-même.

Je suis convaincu que la haine de soi est le commencement de la haine des autres.

Je veux dire que durant la guerre tous les Français n'ont pas été pétainistes, qu'il y a eu aussi les héros de la France libre et de la résistance, que si certains Français ont dénoncé des Juifs à la Gestapo, d'autres, beaucoup plus nombreux, les ont aidés au péril de leur vie, que des mères ont caché des enfants juifs parmi leurs propres enfants.

Je veux dire que dans les colonies, tous les colons n'étaient pas des exploiters, qu'il y avait parmi eux beaucoup de gens courageux qui avaient travaillé dur toute leur vie, qui n'avaient jamais exploité personne, qui

avaient construit des routes, des hôpitaux, des écoles, qui avaient enseigné, qui avaient soigné, qui avaient planté des vignes et des vergers sur un sol aride, qui ne devaient rien qu'à eux-mêmes, qui avaient beaucoup donné à une terre où ils étaient nés et qui un jour n'ont eu le choix qu'entre la valise et le cercueil. Ils ont tout perdu.

Je veux qu'on les respecte.

Je veux dire que si la France a une dette qu'elle n'a pas réglée, c'est celle qu'elle a vis-à-vis de ceux qui en Indochine et en Algérie se sont battus pour elle et ont du quitter leur pays pour ne pas être assassinés.

Je veux que la France reconnaisse sa dette, vis-à-vis des harkis et des supplétifs d'Indochine et qu'elle l'honore. C'est une question d'honneur et l'honneur pour moi c'est encore une vertu cardinale pour un homme comme pour une nation.

J'ai voulu remettre la France au cœur de la politique parce que la crise de l'identité française devenait préoccupante.

J'ai voulu remettre la France à l'honneur dans la politique française, parce qu'on ne peut intégrer personne quand on ne sait plus qui on est. On ne peut pas faire aimer aux autres ce qu'on n'a pas appris à aimer soi-même. Je veux que l'identité de chacun soit respectée.

Je veux que nul n'oublie son origine, son histoire, sa culture, parce que je crois que la différence est une richesse.

Mais je veux que la politique de l'immigration soit liée à la politique de l'intégration. Et qu'est-ce qu'une intégration réussie sinon de se sentir français à part entière ? Sinon d'être fier d'être français ? Sinon d'avoir ajouté à sa culture d'origine, la culture française ? Sinon d'avoir ajouté à l'identité qu'on apporte avec soi, l'identité française qui fonde le sentiment d'appartenance à cette communauté de destins qui s'appelle la France ?

Je refuse le communautarisme qui rendrait ce qui nous sépare plus fort que ce qui nous unit.

Je refuse le communautarisme qui enfermerait chacun dans ses origines, ses croyances, son identité.

Je refuse le communautarisme qui ouvrirait la voix à la loi des tribus et à la violence.

Je refuse le communautarisme qui serait le contraire de la République.

J'ai voulu remettre la France au centre du débat politique, parce que l'on ne peut pas s'ouvrir aux autres, on ne peut pas accepter l'échange et le mélange quand on n'est pas sûr de son identité.

On ne peut pas aimer les autres si on ne s'aime pas soi-même. J'ai voulu que l'on reparlât de la France dont on ne parlait plus, parce que dans le monde tel qu'il est l'homme a besoin de se sentir protégé et que la première fonction de la nation c'est de protéger. Ce retour est logique. Il exprime la crainte de se retrouver seul face à l'inconnu, face à un monde d'autant plus menaçant que l'on peine à le comprendre tant il change vite.

La nation, c'est l'expression de ce besoin qui grandit de ne pas être seul pour affronter un avenir incertain. C'est l'expression d'un besoin de protection, de solidarité, d'action collective. C'est l'expression du besoin d'être ensemble pour relever un défi dont au fond nous ne savons qu'une chose avec certitude, c'est qu'il est trop grand pour un homme seul.

Le retour de la nation que l'on voit partout dans alors qu'il n'y a pas si longtemps on nous annonçait la fin des nations, c'est un besoin d'identité et un besoin de politique. Le local c'est important mais c'est trop petit.

L'Europe c'est l'avenir mais c'est trop grand et c'est encore trop incertain, trop faible pour remplacer la nation.

Il faut protéger pour mieux inciter à la prise de risque, à l'audace. La protection c'est la contrepartie d'une société plus ouverte et plus risquée.

La Nation qui protège, ce n'est plus l'Etat Providence des années 60 et 70, ce n'est plus l'Etat social d'avant la mondialisation. Ce n'est plus seulement l'Etat qui étendait sans cesse sa protection sociale pour que le monde n'ait plus à subir ce qu'il avait subi lors de la grande crise des années 30 qui avait débouché sur la misère, le fascisme et la guerre.

Mais au prétexte que l'Etat Providence ne peut plus fonctionner comme il y a quarante ans, il serait désastreux de décréter que l'Etat ne doit plus s'intéresser à l'économie, qu'il ne doit plus jamais intervenir, que le marché a toujours raison et qu'il doit décider seul, qu'il n'y a qu'à laisser faire et laisser passer. Depuis vingt ans nous avons déjà trop cédé sous l'effet de notre propre renoncement et du renoncement de l'Europe.

A une France si éprouvée par les restructurations industrielles et qui continue de payer très cher les conséquences non maîtrisées de la mondialisation, à une France qui demande depuis 30 ans tant de sacrifices aux Français pour faire face à la concurrence et dont chaque succès est un miracle d'énergie et de volonté, je veux dire que je n'accepte pas l'idée d'une désindustrialisation inévitable. Je n'accepte pas l'idée d'une France sans usine. Je n'accepte pas l'idée d'une France sans ouvrier, sans paysan, sans artisan. Je veut protéger notre industrie, notre artisanat, notre agriculture contre une vision naïve de la concurrence. Le mot protection ne me fait pas peur.

Je n'accepte pas l'idée d'une France qui se contenterait de répondre à la mondialisation en investissant dans la haute technologie et les services à forte valeur ajoutée, et qui laisserait tomber tout le reste. Car lorsque les usines seront parties, lorsque l'agriculture aura disparu, lorsque les artisans ne pourront plus vivre, tout le reste partira aussi, parce que les Chinois et les Indiens forment aussi des savants, des ingénieurs, des financiers, des techniciens, parce qu'une fois les ateliers partis, les secrets de fabrication sont plus difficiles encore à préserver, parce que l'innovation se fait toujours au plus près du processus de production.

Si l'on ne fait rien, si l'on continue d'accepter les dumpings sociaux, écologiques, monétaires, fiscaux, si l'on continue d'accepter la concurrence déloyale, l'Europe finira par devenir un désert industriel et un désert agricole avant de devenir un désert économique. Regardez ce que l'euro fort face au dumping monétaire américain fait à Airbus. Pourtant rien n'est perdu. Mais il faut voir à long terme, il faut ancrer le système productif dans les territoires.

Je ne peux pas accepter d'abandonner des pans entiers du territoire qui ont une longue tradition industrielle derrière eux. Je ne peux pas accepter qu'une masse croissante d'exclus aille s'entasser dans les banlieues des grandes villes et que les emplois s'en aillent à l'autre bout du monde.

Je veux protéger le travail. Je veux être le Président qui mettra tout en œuvre pour que les dumpings de toute sorte cessent de tirer les salaires vers le bas et de dégrader les conditions de travail.

Je veux être le Président qui mettra tout en œuvre pour faire obstacle aux chantages à la délocalisation. Je veux prendre l'engagement de revaloriser le travail et de remettre le travailleur au centre de la société.

Je veux prendre l'engagement de mettre en œuvre une politique économique qui fera augmenter le pouvoir d'achat des salaires, parce qu'en France les salaires sont trop bas et les prix trop hauts.

Parce que j'ai mis le travail et les travailleurs au cœur de mon projet politique, parce que j'ai mis le pouvoir d'achat et l'emploi au premier rang de mes priorités.

Je veux être le Président qui moralisera le capitalisme financier, qui donnera la primauté à la logique de la production sur la logique financière, qui donnera la primauté à l'entrepreneur et au travailleur sur le spéculateur et le rentier, qui mettra un terme au scandale des parachutes en or et à l'injustice des stocks options réservés à quelques-uns.

Je veux être le Président qui protégera le capitalisme familial par rapport au capitalisme boursier et qui aidera les PME françaises au moins autant que les Américains soutiennent les PME américaines.

Je veux être le Président qui prendra à bras-le-corps le problème des délocalisations et qui mettra au cœur des négociations européennes la question de la surévaluation de l'euro et celle de la préférence communautaire.

Je veux être le Président qui proposera à nos partenaires la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle européenne et qui mettra en œuvre une politique industrielle française.

On dira que c'est impossible, mais pour la pensée unique tout est toujours impossible. On disait qu'il était impossible de sauver Alstom et j'ai sauvé Alstom.

On dira que l'industrie c'est fini, mais on le disait aussi de la sidérurgie il y a 20 ans.

Je veux être le Président qui prendra la mondialisation comme un défi et non plus comme une fatalité.

Je ne veux pas d'une Europe qui subit et d'une France qui souffre parce qu'il n'y a pas de volonté européenne et pas de volonté française. Il y a en France une peur du chômage, cette peur de ne pas retrouver d'emploi, cette peur de tout perdre, d'être happé par l'exclusion. Cette peur qui paralyse tant de Français grandit avec l'âge, avec les charges de famille, avec les difficultés du secteur dans lequel on travaille, avec la persistance du chômage de masse. Le meilleur remède c'est bien sûr le plein emploi, qui est la conséquence d'une politique économique réussie. En attendant que le plein emploi protège efficacement les travailleurs, il faut éviter que perdre son emploi devienne synonyme de tout perdre. Il ne faut pas que les travailleurs vivent dans la peur. Une société dynamique, productive, c'est une société qui n'a pas peur. Pour renouer avec la croissance, le monde du travail doit d'abord vaincre la peur.

Même si la politique monétaire, la politique fiscale, la politique budgétaire, la politique industrielle, l'aménagement du territoire peuvent contribuer à amortir les chocs, à rendre les ajustements et les transitions moins brutaux, la stabilité de l'emploi restera moins grande qu'à l'époque des Trente Glorieuses.

Il est nécessaire de repenser la protection du travailleur car à trop vouloir protéger les emplois, on ne fait que retarder les évolutions nécessaires et à décourager l'embauche parce que le chef d'entreprise craint d'avoir les mains liées. Notre droit du travail avec toutes ses protections ne protège plus ou alors si mal. Il ne permet plus depuis longtemps d'endiguer la précarité. La protection sociale doit accompagner le changement, non l'empêcher. Elle doit être un facteur de dynamisme, non une cause d'immobilisme car l'immobilisme fait courir à toute la société un risque bien plus grand que celui du changement.

Nous devons donc repenser notre protection sociale à partir de deux exigences : éviter la peur qui paralyse, éviter l'immobilisme qui fige l'économie.

L'économie a besoin de souplesse. La rupture du contrat de travail par consentement mutuel doit devenir possible sans que le salarié soit privé de ses droits à l'assurance chômage. Le licenciement pour cause économique doit cesser d'être un véritable parcours du combattant. Il doit être plus facile. Mais l'indemnité de licenciement doit être plus importante et il est impensable qu'au début du XXI^e siècle quelqu'un puisse être licencié sans qu'on lui dise pourquoi.

Je souhaite que soit discutée avec les partenaires sociaux la création d'un contrat de travail unique. Ce contrat unique, qui pourrait être rompu par consentement mutuel, constituerait le cadre commun dans lequel s'inscriraient tous les contrats particuliers qui forment aujourd'hui un inextricable maquis dans lequel se perdent les droits et les devoirs de chacun et qui alimente le développement sans fin des contentieux. Il serait à durée indéterminée et assorti de droits qui se renforceraient avec le temps.

Dans l'avenir, je suis convaincu qu'il faudra moins protéger les emplois que les personnes, qu'au lieu d'essayer vainement d'interdire les licenciements il vaudra mieux accompagner les travailleurs tout au long de leur vie active pour éviter les décrochages, pour faciliter les transitions, pour les aider à trouver un emploi, à se reconvertir.

Le contrat de transition professionnelle actuellement expérimenté va dans ce sens. L'assurance que j'ai proposée pour ceux qui touchent des salaires faibles de voir leur rémunération maintenue en cas de chômage en échange de l'engagement de ne pas refuser plus de deux offres d'emploi correspondant à leur qualification va aussi dans ce sens.

Il en va de même du droit à la formation tout au long de la vie que je veux garantir, de l'allocation formation à partir de 18 ans que je veux attribuer à tous ceux qui suivent une formation et des écoles de la deuxième chance que je souhaite créer dans tous les départements. Dans le même esprit d'accompagnement des parcours individuels, une politique de reclassement des chômeurs plus active me paraît nécessaire sur le modèle de ce qui se pratique avec succès dans beaucoup d'autres pays. La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC, qui attend depuis vingt ans, permettrait de créer enfin les conditions de cet accompagnement.

L'aide à la mobilité, la possibilité d'emprunter à taux zéro pour financer un projet professionnel, pour se payer une formation, pour s'acheter un fonds de commerce ou une voiture pour pouvoir aller travailler, le cautionnement public pour ceux qui ont des projets mais pas de garanties personnelles, tout cela contribuera à sécuriser les parcours individuels.

Permettre aux plus modestes de devenir propriétaires en facilitant l'accès à la propriété du logement social et déduire les intérêts d'emprunt pour l'achat de la résidence principale du revenu imposable est aussi une autre façon de sécuriser les parcours parce que l'on est moins vulnérable aux accidents de la vie professionnelle quand on est propriétaire de son logement.

La France pour moi c'est tous les Français, toutes les villes, tous les quartiers, tous les villages. C'est la France de la mer et celle des campagnes, celle de la métropole et celle de l'outre-mer. C'est une seule et même France, une et indivisible, qui tire le meilleur parti de toutes ses ressources, de tous ses potentiels, de tous ses atouts, de tous ses talents, de tous ses territoires, qui n'en laisse aucun de côté, qui n'en gaspille aucun. Ce que je vous propose c'est que nous relevions ensemble et non pas séparément le défi de la mondialisation, de cette nouvelle donne internationale, de cette concurrence impitoyable qui broiera ceux qui ne se seront pas donnés les moyens de l'affronter.

Ensemble, tous ensemble, nous pouvons réussir à relever ce défi. Séparément nous échouons. En ne changeant rien nous perdrons tout.

En changeant tout ce qui est la cause de nos échecs nous pourrons préserver et faire fructifier le merveilleux héritage de civilisation et de culture que nous ont légué toutes les générations qui pendant des siècles ont travaillé à faire la France. Et cet héritage nous pourrons à notre tour le léguer à nos enfants.

Je n'ai que deux choses à vous dire, deux choses qui viennent du fond du cœur, deux choses qui nous unissent, qui nous rassemblent :

Vive la République !

Vive la France !